
PROCÈS-VERBAL d'une assemblée publique de la
COMMISSION SUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LES GRANDS PARCS

Le mercredi 30 octobre 2019, à 19 h
Édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est, salle du conseil

Commissaires présent(e)s :

Mme Valérie Patreau, présidente

Conseillère d'arrondissement, Outremont

M. Francesco Miele, vice-président

Conseiller de la ville, Saint-Laurent

Mme Josefina Blanco

Conseillère d'arrondissement, Le Plateau–Mont-Royal

Mme Lisa Christensen

Conseillère d'arrondissement, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Catherine Clément-Talbot

Conseillère de la ville, Pierrefonds-Roxboro

M. Gilles Déziel

Conseiller d'arrondissement, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Mme Fanny Magini

Conseillère d'arrondissement, Outremont

M. Jérôme Normand

Conseiller de la ville, Ahuntsic–Cartierville

Commissaire absente :

Mme Maeva Vilain

Conseillère d'arrondissement, Le Plateau–Mont-Royal

Aussi présent(e)s :

M. Frédéric Saint-Mieux, chef de section, Planification et développement gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement

M. Gerardo Barrios Ruiz, conseiller en planification, Division collecte, transport et matières résiduelles, Direction de la gestion des matières résiduelles, Service de l'environnement

Mme Noémie Lucas, commissaire, développement économique, Direction mise en valeur des pôles économiques, Service du développement économique

Le quorum est atteint.

Assistance : 15 personnes

1. Ouverture de l'assemblée

La présidente de la Commission, Mme Valérie Patreau, déclare l'assemblée ouverte à 19 h 02 et souhaite la bienvenue aux personnes dans la salle. Elle salue également les personnes qui suivent la séance grâce à la webdiffusion. La présidente souligne la présence de personnes-ressources de la Ville de Montréal, ainsi que celle de M. Charles Montpetit, requérant de la consultation. Elle remercie l'équipe technique et la recherchiste de la Commission pour leur soutien.

S'agissant de la deuxième assemblée publique sur le contrôle des circulaires, Mme Patreau revient sur la portée du droit d'initiative et énonce les trois mesures demandées par le groupe requérant à l'origine de la tenue de cette consultation. Elle invite les membres à se présenter à tour de rôle, et excuse l'absence de Mme Maeva Vilain.

La présidente rappelle qu'une présentation publique du dossier a été faite le 3 octobre dernier. Elle informe qu'à l'issue de cette séance, la Commission a reçu plus d'une quarantaine de demandes pour présenter un mémoire ou une opinion. À ceci s'ajoutent cent mémoires déposés sans présentation, et près de mille opinions courtes par courriel. Elle termine en énumérant les différents moyens de communication déployés pour annoncer la consultation, ainsi que les points de dépôt de la documentation.

2. Adoption de l'ordre du jour

Sur une proposition de M. Francesco Miele, appuyée par Mme Catherine Clément-Talbot, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. Consultation sur le contrôle des circulaires : audition et dépôt des mémoires et opinions

La présidente décrit le fonctionnement de la période d'audition des mémoires et donne quelques consignes aux participantes et participants qui prendront la parole. Elle invite ensuite le premier intervenant prévu à l'horaire à commencer sa présentation.

3.1 M. KAREL MÉNARD, DIRECTEUR GÉNÉRAL, FRONT COMMUN QUÉBÉCOIS POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS

M. Ménard présente la position de son organisme, détaillée dans le [mémoire soumis à la Commission](#), comme en fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
M. Jérôme Normand	S'interroge sur la valeur du papier mixte au Québec pour les recycleurs et sur ce qu'il en advient lorsqu'il est négocié sur les marchés.
Mme Catherine Clément-Talbot	Demande si d'autres villes dans le monde ont mis en place un système <i>opt-in</i> pour la distribution de circulaires.
M. Francesco Miele	Cite un extrait du mémoire de TC Transcontinental affirmant que la responsabilité élargie des producteurs est déjà en vigueur et demande la position du Front commun à cet égard / Demande s'il existe d'autres industries génératrices de volume, sans que les gens requièrent le produit, qui pourraient s'apparenter à la distribution des circulaires.
Mme Valérie Patreau	Demande si les circulaires font partie des matières prises en charge par le producteur selon la nouvelle législation en Ontario, qui prévoit le transfert de responsabilité légale des municipalités vers l'entreprise privée.
Mme Josefina Bianco	Demande s'il existe d'autres villes comparables à Montréal dont la Commission pourrait s'inspirer pour l'élargissement de la responsabilité du producteur.

La présidente remercie M. Ménard et cède la parole à Mme Yolanda Cespedes, citoyenne.

3.2 MME YOLANDA CESPEDES, CITOYENNE

Résidente de Pointe St-Charles, Mme Cespedes présente à la Commission une série de photos prises dans son voisinage pour illustrer son propos. Elle considère que la distribution actuelle des Publisacs n'est pas adéquate ni efficace. Les Publisacs sont distribués malgré l'autocollant apposé. Lorsqu'il pleut ou qu'il neige, le contenu des Publisacs se retrouve sur la rue; et au final ce sont les citoyens et citoyennes payant des taxes qui écopent du nettoyage. Elle demande à la Ville de réglementer leur distribution, en cohérence avec les efforts demandés pour la lutte aux changements climatiques. Mme Cespedes appuie les trois mesures proposées par le groupe requérant. En fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
Mme Lisa Christensen	S'interroge sur la façon dont la citoyenne s'informe des offres commerciales en vigueur / Demande comment est perçu le fait que des intervenants craignent des pertes d'emplois si un système basé sur le <i>opt-in</i> est appliqué.
Mme Josefina Bianco	Demande si la citoyenne a fait des démarches auprès de TC Transcontinental pour formuler une plainte lorsque les situations mentionnées ont été constatées.
M. Francesco Miele	Demande si la citoyenne reçoit la publicité distribuée par Postes Canada.
Mme Fanny Magini	Demande si la citoyenne a pu se munir d'un autocollant de la Ville.

La présidente remercie Mme Cespedes et cède la parole à Mme Iris Leroux, citoyenne.

3.3 MME IRIS LEROUX, CITOYENNE

Mme Leroux présente sa position, détaillée dans le [mémoire soumis à la Commission](#). En fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

En l'absence de questions de commissaires, la présidente remercie Mme Leroux et cède la parole à Mme Cymry Gomery, citoyenne.

3.4 MME CYMRY GOMERY, CITOYENNE

Mme Gomery explique son opinion, détaillée dans le [document de présentation](#) utilisé en cours de séance, tel qu'en fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
Mme Lisa Christensen	Se questionne sur les moyens utilisés par les commerces locaux pour faire leur promotion auprès de la population / Demande si la citoyenne a fait des démarches auprès de Postes Canada pour ne plus recevoir de publicité.
M. Francesco Miele	Invite à exprimer une opinion sur un éventuel retrait massif de la distribution des hebdomadaires locaux gratuits.
Mme Catherine Clément-Talbot	S'interroge sur la réutilisation des journaux papier pour le compost.
Mme Josefina Blanco	Souhaite savoir si la citoyenne a déjà eu à formuler une plainte auprès de TC Transcontinental pour avoir reçu par erreur le sac publicitaire.

La présidente remercie Mme Gomery et cède la parole à Mme Kathy Megyery et à M. Louis Lyonnais, respectivement vice-présidente et conseiller stratégie et affaires économiques à la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ).

3.5 MME KATHY MEGYERY, VICE-PRÉSIDENTE ET M. LOUIS LYONNAIS, CONSEILLER STRATÉGIE ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC (FCCQ)

Mme Megyery présente la position de son organisation, détaillée dans le [mémoire soumis à la Commission](#), tel qu'en fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
Mme Fanny Magini	Citant un extrait du mémoire déposé par l'organisme Équiterre, et référant aux préoccupations citoyennes exprimées sur le gaspillage de ressources, s'interroge sur la position de la Fédération à l'égard de ces préoccupations / Citant un extrait de l'étude de Segma, demande une clarification sur la position de la Fédération vis-à-vis le système <i>opt-in</i> / S'enquiert de la position de la Fédération à l'égard de la décision prise par la Ville de Mirabel de réglementer la distribution des circulaires.
Mme Catherine Clément-Talbot	Demande si d'autres villes sont passées au système <i>opt-in</i> / Demande une précision sur le fonctionnement du système des algorithmes de Facebook et sur leur impact sur la publicité des commerces locaux.
M. Francesco Miele	Se demande si la position de la Fédération reflète la position des 130 membres, et par le fait même, celle de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain / Aurait souhaité que la Fédération formule des pistes de solutions pour l'industrie des hebdomadaires locaux, qui est en évolution.
M. Jérôme Normand	S'interroge sur le modèle d'économie circulaire privilégié par la Fédération pour le plastique, puisque les débouchés pour cette matière sont faibles.
Mme Josefina Blanco	Demande une clarification sur le positionnement à l'égard du système <i>opt-in</i> et sur l'influence de l'enjeu des médias et hebdomadaires locaux dans ce positionnement.
Mme Lisa Christensen	S'interroge sur le rôle que doivent jouer les entreprises dans la sensibilisation du public aux bonnes pratiques en matière de tri et de recyclage.

La présidente remercie Mme Megyery et M. Lyonnais, puis cède la parole à Mme Jacqueline Montpetit, citoyenne.

3.6 MME JACQUELINE MONTPETIT, CITOYENNE

Mme Montpetit estime que l'entreprise TC Transcontinental s'oppose au modèle *opt-in* pour conserver ses profits. Faisant valoir l'impact néfaste sur l'environnement du modèle d'affaires actuel, elle juge nécessaire d'en changer pour l'adapter à la réalité d'aujourd'hui. Elle considère que les montants découlant de l'application d'une réglementation Ville pourraient être réinvestis dans des initiatives vertes. En fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
Mme Catherine Clément-Talbot	Souhaite savoir si la citoyenne habite dans un quartier dense.
Mme Valérie Patreau	S'enquiert de la possibilité, pour un occupant ou une occupante d'immeuble à logements, de contacter TC Transcontinental afin de demander de ne plus recevoir le Publisac.

La présidente remercie Mme Jacqueline Montpetit et cède la parole à Mme Sylvie Lau, citoyenne.

3.7 MME SYLVIE LAU, CITOYENNE

Préoccupée par le fait que la majeure partie des matières recyclables générées au Québec sont acheminées à l'étranger, Mme Lau est d'avis qu'il faut augmenter la capacité à valoriser nos déchets et réduire à la source, en cohérence avec l'objectif de la Ville de devenir zéro déchet. Considérant la quantité de déchets produite par le Publisac, elle estime qu'il est temps de passer au système *opt-in* et d'adopter la transition numérique jugée inévitable. En fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

En l'absence de questions de commissaires, la présidente remercie Mme Lau et cède la parole à M. Pierre Roger, secrétaire général, Fédération nationale des communications (FNC) et à M. Julien Laflamme, économiste, service de recherche, Confédération des syndicats nationaux (CSN).

3.8 M. PIERRE ROGER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, FÉDÉRATION NATIONALE DES COMMUNICATIONS (FNC), ET M. JULIEN LAFLAMME, ÉCONOMISTE, CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)

M. Roger présente la position de la Fédération, détaillée dans le [mémoire](#) long et le [mémoire](#) court soumis à la Commission. En fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
M. Francesco Miele	Demande si le volet publicitaire des médias est représenté par la FNC / Soulève l'enjeu de la valeur de la publicité dans un système de distribution de masse de type <i>opt-out</i> versus un système <i>opt-in</i> , et questionne son impact sur la pérennité des hebdomadaires locaux / Demande si le format de publication est perçu comme un enjeu pour les hebdomadaires locaux.
M. Jérôme Normand	Faisant valoir le fait que des hebdomadaires locaux à Mirabel ont déclaré ne pas être menacés par la mise en place d'un système de type <i>opt-in</i> , questionne l'affirmation de la FNC à l'effet qu'il n'existerait aucune alternative au système actuel / Demande si d'autres analyses ont été faites pour arriver à cette conclusion.
Mme Catherine Clément-Talbot	Demande s'il y a une diminution des journaux locaux depuis les années 1980 / Souhaite savoir comment se fait la distribution des journaux locaux pour l'ensemble du Québec / Demande si le dépôt d'un recours légal est une option envisagée advenant la mise en place d'un système <i>opt-in</i> / Souhaite savoir si des journaux locaux ont déjà fait la distribution par la poste.
Mme Lisa Christensen	Demande des précisions sur les coûts de fonctionnement des hebdomadaires / Considérant qu'un système <i>opt-in</i> aurait l'avantage de permettre d'avoir des données précises sur la clientèle desservie, souhaite connaître la position de la Fédération à ce sujet.

Mme Josefina Bianco	Invite la Fédération à commenter le fait que malgré la décision de la Ville de Mirabel de mettre en place un système <i>opt-in</i> , l'entreprise TC Transcontinental continue la distribution du Publisac.
Mme Fanny Magini	Se demande comment la CSN concilie la défense du Publisac avec les principes de transition écologique et son engagement dans la lutte aux changements climatiques.

La présidente remercie MM. Roger et Laflamme, et cède la parole à M. Alexandre B. Vincent, citoyen.

3.9 M. ALEXANDRE B. VINCENT, CITOYEN

M. Vincent cadre sa présentation en évoquant la mobilisation mondiale pour le climat. Il remet en question les arguments utilisés par celles et ceux en faveur du modèle actuel de distribution massive : absence d'alternatives viables, principe de distribution sans consentement, etc. M. Vincent est d'avis que dans le système actuel, c'est le citoyen qui constitue le produit vendu du Publisac, et que c'est ce même citoyen qui paie pour disposer des matières résiduelles générées. En fait foi l'enregistrement vidéo déposé sur le site web des commissions permanentes à l'adresse ville.montreal.qc.ca/circulaires.

La présentation est suivie d'une période de questions et commentaires des commissaires :

Commissaires	Questions / commentaires
M. Francesco Miele	Souhaite savoir ce que signifie la référence à une loi adoptée en 2017 mentionnée au cours de la présentation.
Mme Valérie Patreau	Demande le nom du journal Laurentien auquel le citoyen fait référence.

La présidente remercie M. Vincent.

4. Levée de l'assemblée

Avant de lever la séance, la présidente remercie toutes les personnes qui se sont déplacées pour présenter leur opinion, ainsi que ses collègues commissaires pour leur participation. Elle indique que les mémoires déposés aujourd'hui et les enregistrements vidéo de cette séance seront disponibles en ligne au cours des prochains jours, sur la page consacrée à la consultation sur le site web des commissions permanentes de la Ville de Montréal.

La présidente souligne que la Commission se réunira à nouveau le 1^{er} novembre, en après-midi, pour une troisième assemblée publique consacrée à l'audition des mémoires dans ce dossier.

La séance est levée à 22 h 34, sur une proposition de Mme Josefina Blanco, appuyée par Mme Fanny Magini.

APPROUVÉ LE 13 MAI 2020

ORIGINAL SIGNÉ

Valérie Patreau
Présidente
Commission sur l'eau, l'environnement, le
développement durable et les grands parcs

ORIGINAL SIGNÉ

Stéphanie Espach
Secrétaire recherchiste